



le pouvoir aux travailleurs

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 18 juin 2023 N° 496 PRIX : 0,60 Euro

Sénégal



Face-à-face entre manifestants et forces de l'ordre à Dakar, le 3 juin 2023.

Un vent de révolte alimenté par la misère, le chômage et la vie chère

- [Sommaire au verso](#)
-
-

Sommaire

Éditorial

Sénégal : un vent de révolte alimenté par la misère, le chômage et la vie chère.

Pages 3 à 5 **Sénégal**

- ▶ Ce n'est pas aux travailleurs de payer les pots cassés !
- ▶ Le gouvernement cherche des boucs émissaires.

Pages 6 à 10 **Côte d'Ivoire**

- ▶ Saison des pluies : les années passent, mais le bilan macabre continue !
- ▶ Port-Bouët : non aux déguerpissements. Il faut d'abord reloger tous les mal logés !
- ▶ Construction de logements, les travailleurs toujours à l'écart.
- ▶ Avec les élections qui approchent, ne soyons pas encore des « gnata » !
- ▶ Abandon et disparition d'enfants, un phénomène lié à la pourriture du capitalisme
- ▶ La place de la sorcellerie au 21^{ème} siècle devrait être au musée de l'histoire !

Page 11 **Madagascar** : les salariés des secteurs de « l'intelligence artificielle » ont raison de dénoncer la rapacité des patrons.

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

SÉNÉGAL : UN VENT DE RÉVOLTE ALIMENTÉ PAR LA MISÈRE, LE CHÔMAGE ET LA VIE CHÈRE

Les émeutes qui ont éclaté au Sénégal à la suite de la condamnation de l'opposant Ousmane Sonko étaient plus que prévisibles. C'est la répétition de celles qui ont secoué le pouvoir de Macky Sall deux années plus tôt, en mars 2021, et pour la même raison (le procès pour viol de ce même opposant). Durant cinq jours, la capitale et d'autres grandes villes ont été alors le théâtre d'affrontements violents entre manifestants et force de l'ordre. 14 manifestants (dont 3 mineurs) ont perdu la vie.

Le procès de mars 2021 a ensuite été reporté pour une date ultérieure mais entre-temps, le gouvernement n'a cessé de harceler cet opposant, tantôt pour « diffamation », tantôt pour « désobéissance ». L'accès à sa résidence a été régulièrement bloquée par les forces de l'ordre, sans aucune justification légale, comme si le gouvernement cherchait à provoquer ses partisans pour pouvoir ensuite les embarquer dans les locaux de la police, les tabasser puis les enfermer pour des motifs inventés.

Depuis février 2023, plusieurs affrontements ont opposé les sympathisants de Sonko aux forces de l'ordre, à Mbacké (février) Dakar (février/mars) Ziguinchor (mai) Kafrine (mai), etc.

Sonko a de nouveau été arrêté à Kafrine le 28 mai dernier et conduit de force à Dakar alors qu'il s'y rendait pour se présenter devant le juge à l'occasion de son 2ème procès. Dès que ces partisans ont appris la nouvelle de son arrestation, des manifestations ont de nouveau éclaté dans plusieurs villes.

Déjà, plusieurs jours avant l'ouverture du 2ème procès à Dakar, les affrontements avaient déjà fait trois morts et de nombreux blessés, sans compter de nombreuses arrestations abusives. C'est dire qu'il fallait s'attendre à l'embrasement qui a suivi l'annonce du verdict, le 1er juin 2023.

La première surprise a été que le juge n'a pas validé l'accusation de viol à la grande déception du procureur qui défendait la thèse du gouvernement. Néanmoins, Sonko a écopé de deux ans de prison ferme pour le délit de « corruption de la jeunesse ». Ce qui lui interdit automatiquement de se présenter à l'élection présidentielle de 2024. C'était l'objectif principal de Macky Sall car même s'il n'a pas confirmé sa décision de faire un 3ème mandat, tout se passe comme si depuis longtemps il s'y prépare. Il a fait le net-

toyage autour de lui en faisant coffrer certains de ses concurrents susceptibles de lui barrer la route ou en achetant d'autres par une offre de poste de sinécure.

Ousmane Sonko, actuel maire de Ziguinchor (capitale régionale de la Casamance) est le dernier des principaux opposants que le président sénégalais n'a pas réussi à écarter jusqu'ici. Le harcèlement judiciaire que celui-ci subit depuis 2021 s'inscrit dans la stratégie de Macky Sall. Il a fini par mettre son adversaire en prison, mais c'est une victoire à la Pyrrhus.

Les émeutes qui ont éclaté dans le pays ont déjà fait 23 morts et de nombreux blessés. Même si le calme semble revenu au bout de quelques jours d'émeutes, la colère est loin d'être effacée. Certains commentateurs oublient de préciser que la plupart de ceux qui manifestent ne sont pas spécialement des « partisans de Sonko » mais des gens, notamment des jeunes, qui sortent dans la rue pour crier leur colère contre ce gouvernement qui est sourd devant leur détresse, contre la misère dans la quelle ils vivent depuis des années et dont ils ne voient pas le bout. Ils en ont maré des promesses que Macky Sall leur fait depuis qu'il est au pouvoir et qui ne se concrétisent jamais. Le chômage ne fait que s'aggraver alors que la vie devient de plus en plus chère.

La flambée des prix qui a suivi la crise du Covid en 2019, puis celle qui a suivi la crise économique consécutive à la guerre en Ukraine, ont aggravé les conditions d'existence de la majorité de la population qui vivait déjà dans la pauvreté.

C'est là qu'il faut chercher les causes profondes des explosions de colère depuis 2021. Le procès de Sonko n'a servi que de détonateur.

Sénégal

CE N'EST PAS AUX TRAVAILLEURS DE PAYER LES POTS CASSÉS !

Dès le 1er juin, jour de l'annonce de la condamnation d'Ousmane Sonko à 2 ans de pri-

Certains jeunes croient néanmoins que si Sonko était élu à la place de l'actuel président, la situation s'améliorerait pour eux et pour leurs familles, qu'il y aurait plus de travail, moins de corruption, etc. Ils ont déjà oublié que certains disaient la même chose de Macky Sall face à son prédécesseur Wade, de même que les partisans de ce dernier ne disaient que du bien de lui quand il était l'opposant d'Abdou Diouf. Les illusions électorales ne font que se répéter depuis des générations mais la situation de la majorité de la population ne fait que s'aggraver.

Les travailleurs n'ont rien à espérer de Sonko ou d'un autre prétendu sauveur du peuple. Ils ne peuvent compter que sur leur capacité de prendre en charge eux-mêmes la défense de leurs intérêts. Face à la vie chère qui ne cesse de grignoter le peu qu'ils gagnent, il faut que les salaires augmentent de manière significative pour permettre à chacun de vivre décemment de son travail. Face au chômage massif, il faut obliger le patronat et le gouvernement à embaucher. Tous les moyens de l'État doivent être mis pour combattre la misère, pour créer des logements décents et à la portée des travailleurs, pour que les hôpitaux publics ne soient plus des mouroirs pour pauvres mais de vrais lieux de soins pour ceux qui n'ont pas les moyens de fréquenter les cliniques payantes, que les écoles publiques soient des lieux d'épanouissement pour les enfants des classes populaires et non des fabriques de chômeurs, etc.

Tout cela est réalisable si la classe ouvrière prend conscience de sa force et de ses capacités d'action. Elle peut prendre en main son propre destin, sans compter sur tel ou tel candidat à la présidence.

son ferme pour «corruption de la jeunesse», le gouvernement sénégalais a coupé le ré-

seau internet en croyant que cette mesure allait empêcher les gens de se mobiliser et de sortir dans la rue pour protester contre le pouvoir de Macky Sall, mais cela n'a fait qu'augmenter la colère des manifestants.

Tout le monde sait qu'à travers ce procès contre Sonko, le président sénégalais cherche à éliminer un concurrent susceptible de le gêner au cas où il déciderait de faire un 3ème mandat à la présidence. Les forces de l'ordre armées jusqu'aux dents et accompagnées de nervis, ont été envoyées massivement pour réprimer violemment les manifestants, mais ceux-ci ont répondu aux attaques comme ils l'avaient fait deux ans plus tôt lors du premier procès de Sonko en mars 2021.

De nombreux magasins ont été saccagés et parfois incendiés, de même que des bâtiments de l'université de Dakar, des stations service, une gare de TER, des bus, etc. Les affrontements ont duré plusieurs jours dans la capitale mais aussi dans d'autres grandes villes du pays. Les petits commerçants ont aussi été durement impactés durant ces journées d'affrontements.

L'organisation Amnesty International fait état de 23 tués dont plusieurs par balles, principalement à Dakar et à Ziguinchor. Elle a dénoncé « un usage excessif de la force et des atteintes à la liberté d'expression et d'information ».

Le 6 juin, le gouvernement a annoncé le rétablissement du réseau internet. Cela ne servait à rien de poursuivre la coupure puisque de nombreux jeunes avaient trouvé dès le lendemain des astuces permettant de contourner le réseau officiel d'Internet mobile. Ils communiquaient sans problème en narguant les autorités.

Ce sont surtout les petites gens qui ont souffert de cette coupure car le téléphone est devenu un outil indispensable pour communiquer avec la famille mais aussi pour recevoir de l'argent ou pour acheter des marchandises via les plateformes de paiement par mobile. Comme c'était le début du mois, certains travailleurs qui devaient per-

cevoir leur salaire par ce moyen en ont aussi fait les frais. Ceux qui devaient se déplacer à la banque pour toucher leur paie ont du attendre plusieurs jours car les banques avaient fermé leurs portes dès que les affrontements avaient commencé.

De nombreux travailleurs n'ont pas pu se rendre au travail car durant plusieurs jours, il n'y avait plus de transport public. Les bus Dakar Dem Dikk (société de transport public à participation majoritaire de l'État sénégalais) sont restés au dépôt car ils étaient devenus la cible des manifestants. Plus d'une centaine d'entre eux ont été incendiés.

De nombreux employés de commerce ont été mis en chômage technique suite à la fermeture de grandes surfaces, notamment chez Auchan. Selon le Syndicat national des travailleurs du commerce (Synatracom) 19 magasins appartenant à la chaîne Auchan ont été mis à sacs. À la suite de quoi, toutes les autres grandes surfaces ont dû fermer par précaution. Selon ce syndicat, « 2300 emplois directs ont été perdus » chez Auchan, auxquels il faut ajouter « 500 employés indirects » des entreprises qui fournissent cette chaîne de supermarché.



Attroupent devant un magasin Auchan endommagé, le 3 juin 2023 à Dakar.

De son côté, le Syndicat National des Travailleurs du Pétrole et du Gaz du Sénégal fait aussi état de nombreuses pertes d'emplois dans les stations service qui ont subi des dégâts et qui ont été contraintes de rester fermées durant plusieurs jours. Selon son communiqué : « des boutiques et stations-service de sociétés privées nationales

et/ou étrangères ont été particulièrement la cible de manifestants; ainsi TOTAL/Sénégal a enregistré la destruction de 27 stations-service et 10 boutiques, VIVO ENERGY (ex SHELL) a vu 17 de ses points de vente réduits à néant, et bien d'autres compagnies pétrolières ont subi des dommages de grande ampleur à travers leur réseau de distribution ».

Le représentant du patronat sénégalais a fait état d'une « perte de plusieurs centaines de milliards de francs CFA » subie par les entreprises. Soyons certains que la grande majorité de ces entreprises, notamment les plus grosses, se débrouilleront toujours pour se faire indemniser par l'État et par les assureurs. Mais les travailleurs, eux, risquent de perdre leur emploi sinon d'avoir des jours chômés imposés et non payés.

Ce qu'on peut observer pour le moment c'est que les travailleurs impactés font profil bas en attendant la reprise des activités et dans l'espoir de retrouver leur gagne-pain. En tout cas, du côté des dirigeants de la principale grande centrale syndicale du

pays, la CNTS (Confédération nationale des travailleurs du Sénégal) la principale préoccupation du moment est celle de la « main tendue » et du « dialogue social » avec Macky Sall. Tout au plus, ils se contentent de « déplorer la situation » tout en évitant de porter la moindre critique contre le pouvoir actuel.

Autant dire que ce n'est pas du côté de ces gens-là que les travailleurs peuvent trouver des appuis pour défendre leurs intérêts face au pouvoir et face aux attaques du patronat. Celui-ci fera tout pour maintenir les salaires au plus bas tout en aggravant encore plus les conditions de travail afin de maintenir ses profits au plus haut. Le représentant du patronat sénégalais a déjà annoncé la couleur en disant qu'il faudra s'attendre à des hausses de prix comme lors de la crise du covid en 2019.

S'il n'y a pas de réaction des travailleurs et de la population face à toutes ces attaques du moment et de celles à venir, cela se traduira inévitablement par l'aggravation de la misère.

Sénégal

LE GOUVERNEMENT CERCHE DES BOUCS ÉMISSAIRES

Pris de panique devant l'ampleur des émeutes qui ne faiblissaient pas malgré la violence de la répression, le gouvernement a cherché à manipuler l'opinion en invoquant « la main de l'étranger ».

Le ministre de l'Intérieur a évoqué la présence de « forces occultes » qui auraient infiltré les manifestations. Quant au ministre du tourisme, il a tiré un trait d'égalité entre les « pillards » et de mystérieux « étrangers » qui seraient venus pour « déstabiliser » le pays.

Le président du Centre des Œuvres Universitaires (qui a subi d'énormes dégâts dont l'incendie d'un grand amphithéâtre flambant neuf) y est allé aussi avec son couplet de xénophobie en accusant des étudiants « étrangers ».

On ne peut pas encore mesurer la pénétration de cette campagne xénophobe au sein de la population et particulièrement de la jeunesse, mais en agissant ainsi, le gouvernement tente de détourner la colère populaire vers des boucs émissaires.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Côte d'Ivoire

SAISON DES PLUIES : LES ANNÉES PASSENT, MAIS LE BILAN MACABRE CONTINUE !

Au moins 5 personnes, membres d'une même famille sont mortes, dimanche 11 juin, surpris par un éboulement de terrain dans leur lieu d'habitation à Mossikro, sous-quartier d'Attékoubé, après une forte pluie qui s'est abattue sur Abidjan. Déjà dans le même quartier l'année passée, 6 personnes avaient perdu la vie dans un drame similaire.

Nous sommes à mi-saison et le bilan officiel fait état de plus de 17 morts. Ce n'est déjà pas loin des 20 de l'année précédente et c'est sans compter les dégâts matériels causés par les inondations à travers tout le pays.

À Abidjan, aucune commune n'est épargnée. De Cocody à Adjamé en passant par Marcorry, Koumassi et Port-Bouët, des quartiers entiers étaient sous les eaux. Les images de grandes artères transformées en lacs et rendant la circulation des véhicules impossible ont fait le tour des réseaux sociaux.

Cela pose le problème de la viabilisation et du logement à Abidjan. De l'avis même du gouvernement, la capitale économique souffre d'un déficit de pas moins de 600 000 logements. L'État n'étant pas en mesure de palier ce manque, la ville s'élargit et le plus souvent en dehors de tout cadre formel. Les bas-fonds et les versants des collines deviennent des lieux d'habitations pour les

plus pauvres qui ne peuvent pas se payer des loyers ailleurs.

C'est seulement à la veille de chaque saison des pluies que les autorités font mine de s'intéresser aux personnes qui logent dans ces zones à risque. Non pas pour les reloger dans des endroits viables, mais pour détruire leurs logements et les jeter à la rue

C'est là le sort que cette société capitaliste réserve aux plus pauvres. Ils sont condamnés à risquer leur vie au boulot, sur leur lieu d'habitation, tout comme dans les moindres tâches du quotidien, pour pouvoir survivre.



15 morts enregistrés depuis le début de l'année 2023 suite à des inondations et des éboulements de terrain. (Ici, des pompiers à la recherche de victimes d'inondations en juin 2022).

PORT-BOUËT : NON AUX DÉGUERPISSEMENTS ! IL FAUT D'ABORD RELOGER TOUS LES MAL LOGÉS !

Dans la commune de Port-Bouët, l'État continue de démolir des habitations de pauvres. Déjà au mois d'avril, policiers et gendarmes accompagnés de Caterpillar avaient débarqué tôt le matin dans le quartier Oryx derrière-warf. Mais vu la mobilisation et la détermination des habitants, les forces de l'ordre ont dû prendre la fuite suite à un affrontement où ils ont perdu la bataille malgré de nombreux blessés dans le rang des

habitants. Un mois après, elles sont revenues à la charge comme des lâches en prenant soin d'intervenir aux environs de 10 heures du matin, au moment où les habitants sont au travail ou au marché tandis que les enfants sont à l'école.

Cette fois-ci, les autorités ont réussi leur sale coup. Toutes les habitations dans le périmètre déterminé ont été rasées sans que

les habitants aient pu sauver leurs effets. C'est avec les larmes aux yeux que les familles ont retrouvé leurs affaires endommagées et laissées à l'abandon. Le maire s'est présenté dans l'après-midi pour verser des larmes de crocodile ; il a échappé au lynchage grâce à une exfiltration d'urgence.

Les habitants n'ont eu ni dédommagements ni relogements. Selon les rumeurs, ce site abritera une station-service. Voilà le beau cadeau qu'offre le gouvernement à un bourgeois au lieu de construire des logements décents pour les habitants de ce quartier.

Toutes ces frustrations, ces rancœurs qu'emmagasinent les pauvres devront un jour trouver la voie d'une lutte collective sous la direction de la classe ouvrière organisée pour défendre ses intérêts sur le lieu de travail comme sur le lieu d'habitation.

Cela fait partie du même combat contre l'exploitation.



Mobilisation des habitants victimes de déguerpissement dans un quartier de Koumassi en novembre 2021. Sur le panneau on peut lire : « Venez voir, Koumassi va très mal ! La population est sans abris, sans école, pitié !! ».

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS : LES TRAVAILLEURS TOUJOURS À L'ÉCART

Le 15 juin, le ministre de la construction a déclaré à la presse que le déficit en logement du pays en zone urbaine serait de 600.000. Chaque année il y aurait un manque de 60 000 logements. Pour remédier au problème il projeterait la construction de 40 à 50.000 logements par an.

Ce nombre est d'abord en dessous du déficit annuel en logements. Et même ça, ce n'est encore qu'un projet. En cette période de campagne électorale, on sait ce que signifie ce genre de promesse. Déjà en 2012, nos dirigeants comme à leur habitude, avaient estimé urgent de construire 70.000 logements dits sociaux. Mais il y a eu plus de publicité que d'actes. Cette histoire de logements sociaux, ils n'en parlent

pratiquement plus. Maintenant ils utilisent plus le terme «logements à prix abordable». Mais abordable ne signifie pas dans leur bouche accessible à la grande majorité des travailleurs ! Ce qui entraîne la prolifération des bidonvilles et les constructions dans les zones à risques.

Construire des logements pour tous, c'est possible. Les moyens techniques pour le faire existent. Cependant les capitalistes, ne trouvent pas bénéfique de financer des logements qui ne leur rapporteraient pas d'argent. Pourtant ce sont ces travailleurs qui produisent tous les biens de la société. Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans ce monde où les profits d'une minorité passent avant la vie de la grande majorité !

AVEC LES ÉLECTIONS QUI APPROCHENT, NE SOYONS PAS ENCORE DES « GNATA » !

En Côte d'Ivoire, nous sommes à la veille d'élections majeures. Il y aura les municipales et les régionales cette année et les présidentielles en 2025. Déjà les protagonistes sont en ordre de bataille et ont commencé à battre campagne.

Mais depuis plus de trente ans, le scénario et le décor politique ont peu changé dans le

pays, même si les personnages s'échangent les rôles. Le casting c'est qui sera président et à quel prix ! Les personnages majeurs sont Bédié, Ouattara et Gbagbo et leurs acolytes. Cela s'est soldé à chaque fois par un drame pour les populations.

De 1993 à 1999, c'est Bédié qui a campé le rôle du président et Ouattara et Gbagbo

étaient des opposants à travers le « Front républicain ». Bédié se servait alors des leviers du pouvoir pour exclure Ouattara de la course. Cela a entraîné le « boycott actif » en 1995, le coup d'État de Robert Guéi en 1999 et l'éviction de Bédié du pouvoir. Entre-temps « l'ivoirité », cette propagande ethniste et haineuse entretenue par Bédié avait creusé des sillons de haine et de méfiance entre les populations.

Devant le fauteuil présidentiel laissé vacant par Bédié, les alliés d'hier du front républicain, se sont mués en adversaires pour devenir ensuite des ennemis. Gbagbo a embouché l'ivoirité de Bédié et appuyé Guei (alors président de la transition militaire) pour écarter Ouattara des élections présidentielles de 2000. Gbagbo sera élu à l'issue de ces élections qu'il va lui-même qualifier de « calamiteuse » et qui a entraîné des dizaines de morts, dont le charnier de Yopougon.

Ainsi, Gbagbo sera le président de 2000 à 2010. Sa confrontation avec Ouattara a fait naître une rébellion armée soutenue par les partisans de ce dernier et qui a occupé la moitié nord du pays.

Bédié et Ouattara ennemis d'hier, vont se trouver des accointances. Le RHDP dont le but est d'écarter Gbagbo du pouvoir, va naître de leur alliance. Leurs deux partis politiques en seront la colonne vertébrale.

En 2010, Gbagbo après 10 ans, a fini par accepter d'organiser des élections présidentielles ouvertes à tous. C'était la première

fois que les trois se confrontaient dans une élection. Cela s'est soldé par une crise post-électorale qui officiellement a entraîné plus de 3 000 morts. Cette fois, ce fut le tour de Ouattara d'exercer le pouvoir d'État.

Depuis 2010 le RHDP avec Ouattara en tête, est au gouvernement. Mais l'alliance qui la constituait n'a pas résisté à l'épreuve du pouvoir. Du coup le PDCI de Bédié se retrouve dans l'opposition.

Aujourd'hui Ouattara dans les habits du président est en train d'appliquer à ses opposants les recettes que ces derniers ont utilisées hier pour l'écarter du pouvoir et qu'il qualifiait alors d'injustes. Gbagbo, Blé Goudé et Soro ont pris 20 ans dans des procès sur mesure et ont perdu ainsi le droit de se présenter à des élections.

Quand on sait ce que ce genre de procédé a entraîné par le passé, les populations ont raison de craindre le pire pour les deux ans à venir. Nombre de personnes prévoient de suivre les présidentielles de 2025 loin des grandes agglomérations, mais tous n'ont pas cette possibilité. Dans tous les cas, les travailleurs n'ont aucun intérêt à relayer la propagande de Bédié, Ouattara, Gbagbo et consorts. On les a tous vu défiler au pouvoir. Ce sont tous des ennemis des classes laborieuses. Ils ne se servent d'elles que comme marchepieds pour parvenir au pouvoir. Ils sèment la haine et la division au sein de la population. C'est pourquoi les populations pauvres doivent rester sourdes à leurs chants de sirène si elles ne veulent pas être des « gnata » !

ABANDON ET DISPARITION D'ENFANTS : UN PHÉNOMÈNE LIÉ À LA POURRITURE DU CAPITALISME

Dans la commune d'Abobo, en moins de deux mois d'intervalle, on a enregistré deux nouveau-nés abandonnés. Le premier cas a eu lieu au cours de la première semaine du mois d'avril. Il s'agit d'un bébé âgé de trois semaines couvert de pagnes et abandonné dans une décharge d'ordures dans le quartier Ndotré. Il a été sauvé par une dame venue jeter ses ordures. Aussitôt elle a alerté

la police et le bébé a été transmis au centre social d'Abobo. Le second bébé a été déposé devant une cours dans le quartier Avocatier au début du mois de juin.

Ces deux cas illustrent les difficultés des populations pauvres dans cette société inégalitaire et injuste. En plus des bébés abandonnés, il y a aussi des enfants qui sont dans

les rues sans famille d'accueil et qui vivent. Ces faits à eux seuls illustrent cette société capitaliste !

À cela s'ajoute aussi le phénomène d'enlèvement d'enfants qui secoue la société et qui touche particulièrement les quartiers pauvres. Il ne se passe pas un jour sans

LA PLACE DE LA SORCELLERIE AU 21^{ème} SIÈCLE DEVRAIT ÊTRE AU MUSÉE DE L'HISTOIRE !

À Abidjan, en cette période d'examen de fin d'année, il est courant de mettre un cas d'échec ou de réussite sur le compte de la sorcellerie, particulièrement dans les familles qui ont encore des liens étroits avec le village. Plus généralement c'est le déroulement de toute la vie (les maladies, les accidents, les décès ou tout autre évènement bon ou mauvais) qui est imputé à la sorcellerie. Alors, pour se protéger du mauvais sort, beaucoup vont chercher une protection auprès d'un prêtre, d'un pasteur ou d'un marabout. Ainsi, la sorcellerie est un commerce florissant au moins pour ces pasteurs et autres marabouts dont c'est le fonds de commerce. C'est loin d'être le cas de la seule Côte d'Ivoire. Au Nigéria, par exemple, il est courant de voir des pasteurs évangélistes devenir des multimilliardaires et il est bien connu que de riches familles ivoiriennes se rendent même là-bas pour recourir à leur service, pour les délivrer de quelques « envoiements ».

Au Kenya tout dernièrement, un pasteur promettait à ceux qu'il enrôlait dans son église la possibilité de rencontrer Jésus-Christ en personne. Il les faisait jeûner durant plusieurs jours dans la forêt jusqu'à ce que mort s'en suive. Il les faisait ensuite disparaître en les enterrant sur place. Plusieurs centaines de pauvres gens y ont ainsi laissé leur vie.

Ici en Côte d'Ivoire, les rubriques des faits divers dans la presse et les réseaux sociaux sont remplis d'histoires de sorcellerie qui se terminent parfois cruellement. Il arrive très souvent que des personnes accusées d'avoir jeté un mauvais sort soient des proches, voire des membres de la famille de la dite victime. Elles subissent alors les consé-

quences souvent dramatiques, jusqu'à être tuées. Dans tous les cas, elles sont jetées en pâture à la vindicte populaire. On parle souvent de la pratique de la « danse du cercueil » qui permet de désigner le ou la prétendue « sorcière », responsable d'un décès. La personne indiquée comme « coupable » sera dans le meilleur des cas, bannie de la société, condamnée à mener une vie de paria même si elle n'est coupable de rien ! Parfois elle n'échappera pas à la torture infligée par une foule en délire. Ce sont là les victimes d'un vrai drame social d'un autre temps.

LA PLACE DE LA SORCELLERIE AU 21^{ème} SIÈCLE DEVRAIT ÊTRE AU MUSÉE DE L'HISTOIRE !

En Europe, cela se passait ainsi quelques siècles plus tôt, au Moyen-âge. Aujourd'hui, il ne viendrait pas à l'esprit d'un élève de troisième de parler de sorcellerie dans sa classe au risque d'être la risée de tous et à juste raison. En effet, l'humanité a fait depuis lors des progrès dans tous les domaines de la connaissance. Sauf qu'en Côte d'Ivoire, on en est encore au stade de considérer comme « bizarre », venu d'une autre planète, celui qui récusera l'existence de la sorcellerie ou du maraboutage. La raison de ce retard vient du fait que le capitalisme parvenu à son stade de pourrissement, a besoin de s'appuyer sur toutes sortes de préjugés et de croyances pour maintenir les populations dans l'ignorance afin de perpétuer sa domination.

C'est particulièrement le cas dans les pays pauvres comme la Côte d'Ivoire où même les prétendus intellectuels sont versés dans ce genre de croyance et subissent eux-mêmes la pression sociale de leur milieu, laissant libre cours à la bourgeoisie de dominer la société par tous les bouts. Du coup, les enfants des familles pauvres à Abidjan sont évi-

lablement victimes de la violence sociale et physique. Ils sont souvent abandonnés dans les rues, sans famille d'accueil, et vivent dans des conditions de misère. Ces faits à eux seuls illustrent cette société capitaliste barbare !

demment contaminés par ce genre de croyance d'un autre temps.



Un sorcier bardé d'amulettes.

Personne ne parle de la « puissance de la sorcellerie » en voyant un avion de plusieurs centaines de tonnes voler au dessus de notre tête, du véhicule qu'on prend chaque jours pour aller au travail ou à l'école, ou du téléphone portable qui nous permet de communiquer en direct et en visio, avec un interlocuteur situé à l'autre bout de la terre, par WhatsApp ! Il est évident que les hommes au Moyen-âge auraient trouvé ce genre de phénomène absolument extraordinaire, de la pure sorcellerie ! C'est pourtant uniquement là le résultat de la compréhension par l'homme des lois fondamentales qui régissent la nature.

Le capitalisme a fait faire un bond de géant à l'humanité en développant les sciences et les progrès techniques, les avions, les voitures, la médecine moderne, etc. Mais en même temps, la bourgeoisie, cette classe parasite qui accumule les profits en exploitant les travailleurs, trouve son intérêt à laisser les populations pauvres dans l'ignorance. Cela lui permet de faire croire aux travailleurs, aux pauvres, que les riches sont à leur place, et inversement, les pauvres sont à la leur par la

force d'un destin, d'une volonté divine ou autre force qui décide quelque part des choses d'ici-bas. Les dirigeants au pouvoir y trouvent aussi leur compte car ils font partie de la même classe capitaliste.

Nous, communistes révolutionnaires, œuvrons pour changer le monde et sommes des matérialistes. Nous n'avons pas besoin de dieu pour expliquer ce qui se passe autour de nous et nous disons que les travailleurs ne peuvent compter sur aucune prière, aucun fétiche pour améliorer leurs conditions, mais uniquement sur leurs luttes collectives. Nous avons choisi le camp des travailleurs, cette classe sociale réduite à vivre dans la misère et le dénuement, à subir toutes les injustices sociales alors que c'est grâce à son travail que sont produites toutes les richesses sur cette terre. C'est cette classe ouvrière qui, par son rôle dans l'économie, son nombre et sa force collective, peut changer radicalement le fonctionnement de la société en abolissant toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

Ceux qui choisissent de mener consciemment ce combat avec la classe ouvrière, ont besoin de comprendre clairement les lois qui régissent la société pour mieux combattre le capitalisme. Les jeunes qui aspirent à prendre pleinement part dans ce combat doivent faire un effort pour s'émanciper de toutes ces croyances anciennes qui sont comme des œillères posées sur leur tête. D'autres générations de révolutionnaires l'ont fait avant eux ! Karl Marx et Engels ont jeté les bases du socialisme scientifique. C'est une boussole pour nous qui luttons contre la bourgeoisie et œuvrons pour le socialisme et le communisme.

Madagascar

LES SALARIÉS DES SECTEURS DE « L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE » ONT RAISON DE DÉNONCER LA RAPACITÉ DES PATRONS

De nombreuses petites boites appelées «Start-up» spécialisées dans l'IA (Intelligence Artificielle) basées en France ou ail-

leurs, ont des prolongements dans la Grande-Île. Toutes effectuent de la sous-traitance au service des grandes entreprises,

en particulier françaises. Par exemple des centres d'appels téléphoniques sollicitent leur compétence, la parodontologie et autres fabricants de prothèses dentaires, savent que dans ce pays beaucoup d'intellectuels ont une longue pratique de technologies nécessitant des connaissances de la 3D.

Voici ce qu'un travailleur intellectuel qui touche un salaire mensuel d'environ 65 euros a réussi à crier face à des journalistes : « On travaille par groupe. On est 40 le matin, 40 l'après-midi et 40 la nuit. Les formateurs passent derrière nous. S'ils trouvent que tu prends trop de temps pour traiter une image simple, ils donnent un avertissement. Si ça arrive une deuxième fois, ils te renvoient directement. Quand on n'a pas terminé, par exemple, les 200 tâches qu'on devait faire dans la journée, on doit continuer. Et ça, ce n'est pas compté comme des heures supplémentaires ».

Toucher des salaires de misère pour des journées et des nuits de travail interminables est le lot de l'immense majorité des

travailleurs à Madagascar. Ceux qui osent protester sont virés manu militari par leur employeur et subissent généralement les pires ennuis de la part des autorités. Dans cette société, l'État obéit au doigt et à l'œil aux patrons.

Quelques techniciens hautement qualifiés ou des ingénieurs, réussissent au prix d'efforts de leur famille et des proches, à se soustraire de leur condition difficile. L'île Maurice voisine par exemple est demandeuse de main d'œuvre très qualifiée. Après un parcours d'obstacles compliqué, quelques personnes réussissent à y débarquer, laissant femme et enfants à Madagascar. Avec de la chance ils peuvent espérer y toucher entre 200 et 300 euros par mois.

Les autorités font mine de déplorer la «fuite des cerveaux» ou de mettre ça sur le dos de l'Intelligence Artificielle. En réalité, elles, ainsi que le patronat et les grandes firmes multinationales, sont totalement responsables de la situation catastrophique dans laquelle survivent les classes laborieuses malgaches.



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir